

Indépendantistes catalans : le coup de force contre la démocratie



Artur Mas (président régional de Catalogne) inspecte les troupes après la session constitutive du Parlement catalan - Barcelone, le 26 octobre 2015

Vox Monde (<http://premium.lefigaro.fr/vox/monde/>) | Par Benoît Pellistrandi (#figp-author)

Publié le 28/10/2015 à 17h31

FIGAROVOX/TRIBUNE - Le Parlement de Barcelone entame aujourd'hui un processus de création d'un Etat catalan. Pour Benoît Pellistrandi, la pression idéologique des indépendantistes crée un climat social et culturel insupportable.

Benoît Pellistrandi est ancien élève de l'École normale supérieure et agrégé d'histoire. Il est actuellement professeur en classes préparatoires au lycée Condorcet.

Forts du “mandat démocratique reçu le 27 septembre”, les deux groupes parlementaires indépendantistes du parlement de Catalogne viennent de déposer une proposition de résolution dont le but est de proclamer rapidement

“l'indépendance de la Catalogne sous forme de République”. Ils estiment que “le mandat démocratique obtenu lors des dernières élections se base sur une majorité en sièges et en voix” - je cite le document présenté devant le parlement catalan - et que cela conduit “à proclamer solennellement l'ouverture du processus de création de l'État catalan indépendant”.

Cette initiative institutionnelle a provoqué une riposte sévère du président du gouvernement Mariano Rajoy qui en a dénoncé, lors d'une déclaration institutionnelle, son caractère illégal et anticonstitutionnel.

Alors, coup d'épée dans l'eau ou accentuation de la pression pour aller à la sécession de la Catalogne?

Plusieurs faits doivent d'abord être rappelés.

La politique catalane a cessé d'être rationnelle. Le plus grave est l'appel à la désobéissance que contient ce projet de déclaration rédigé par les indépendantistes.

1°/ En Catalogne, les élections régionales du 27 septembre n'ont pas donné la majorité absolue à Artur Mas, président sortant, et à sa coalition Junts pel Si (Ensemble pour le Oui). Il doit donc négocier son investiture avec la Candidature d'Unité Populaire, un parti anti-européen et révolutionnaire (qui réclame “la collectivisation des moyens de production”). La CUP ultra-radical n'a pas l'intention de faire la courte échelle à ce représentant par excellence de la bourgeoisie catalane qu'est Artur Mas. Aussi est-on, en vérité, dans une impasse politique à Barcelone!

2°/ En Espagne, la pré-campagne électorale pour les élections générales du dimanche 20 décembre a commencé. Mariano Rajoy a tout intérêt à capitaliser sa fermeté à l'égard du sécessionisme catalan pour consolider son électorat... actuellement tenté par l'alternative Ciudadanos (Citoyens), un parti de centre-droit qui, en Catalogne justement, est devenu la première force politique constitutionnaliste... loin devant le Parti Populaire de Rajoy.

3°/ Ces élections générales risquent de déboucher sur un parlement sans majorité. Madrid, entendu ici comme le pouvoir central, sera donc fragilisé et paralysé. Aussi les nationalistes catalans espèrent en tirer profit... et surtout espèrent ainsi masquer leur propre faiblesse. À dire vrai, quand on observe la situation on pense plus au tableau de Goya qui représente deux Espagnols se frappant à coups de massue et qui marchent irrémédiablement vers leur propre engloutissement

Une fois encore la politique catalane a cessé d'être rationnelle. Le plus grave est l'appel à la désobéissance que contient ce projet de déclaration rédigé par les indépendantistes. Dans son sixième article, elle signale que le "processus de déconnexion démocratique ne sera pas suspendu aux décisions de l'État espagnol, en particulier celles du Tribunal constitutionnel". Si cette déclaration prospérait, il ne faudrait pas hésiter à parler de coup d'État.

En effet, comment imaginer qu'un parlement qui tire sa légitimité et son existence du texte constitutionnel (en l'occurrence celui de 1978) décide d'ignorer cette Constitution. La logique voudrait alors que ce parlement se dissolve de lui-même. Mais non, les sécessionnistes entendent capturer les institutions démocratiques de Catalogne à leur profit.

La situation en Catalogne empire et si les Français en blaguent en estimant que cela permettrait au FC Barcelone de venir disputer la Ligue 1 française, il est grand temps de s'inquiéter de ce qui se passe outre-Pyrénées.

Il nous faut aujourd'hui regarder les choses avec gravité. La situation en Catalogne empire et si les Français en blaguent en estimant que cela permettrait au FC Barcelone de venir disputer la Ligue 1 française, il est grand temps de s'inquiéter de ce qui se passe outre-Pyrénées.

Nous assistons tout simplement à un délitement de la démocratie, à son détournement et à terme, à sa confiscation. La déclaration signée par la CUP et Junts Pel Si travestit les faits en estimant qu'existe une majorité en voix: justement, au soir des élections du 27 septembre, les indépendantistes n'obtenaient que 48% du total des voix. Ce premier mensonge en annonce d'autres qui seront tous

énoncés au nom de la démocratie. Les sécessionnistes veulent attirer l'attention du monde entier sur la situation en Catalogne où, selon eux, leurs libertés fondamentales, et d'abord celle du “droit à décider” seraient menacées. Personne n'est dupe... sauf le Venezuela de Nicolas Maduro, un exemple de démocratie en effet!

La mobilisation idéologique des institutions catalanes au seul profit de l'indépendantisme crée un climat social et culturel insupportable.

Au-delà des agissements d'une classe politique véritablement possédée par ce songe indépendantiste qui lui brouille la raison et la sagesse, il y a une société catalane qui est désormais en souffrance. La mobilisation idéologique des institutions catalanes au seul profit de l'indépendantisme crée un climat social et culturel insupportable. Ceux qui ne sont pas d'accord sont obligés de se taire ou de partir. Les nationalistes catalans ont largement mis en place un “nettoyage idéologique” qui devrait nous inquiéter.

En pleine Europe, aujourd'hui, se joue un drame politique dont nous connaissons hélas les troubles ressorts. Comparaison n'est pas raison, mais comment un regard d'historien ne pourrait-il pas s'effrayer de voir se mettre en place les mécanismes politiques et discursifs par lesquels on discrédite les institutions démocratiques et on intimide les oppositions? Comment ne pas s'inquiéter de voir au cœur d'une démocratie solide s'effondrer le pacte de coexistence entre les citoyens?

Il sera trop tard quand les larmes et les cris retentiront pour revenir en arrière. C'est maintenant que la raison politique, justement guidée par des processus législatifs et constitutionnels incontestables, doit s'imposer. L'Espagne a trop connu, dans son histoire contemporaine, d'aventuriers qui se moquaient de la Constitution pour ne pas estimer qu'elle est aujourd'hui mise en danger une nouvelle fois. Artur Mas et les siens ne peuvent pas continuer à prendre en otage ni la Catalogne, ni l'Espagne, ni la réalité de la démocratie en Europe.



Benoît Pellistrandi
